DIAL 2699b - Dossier : Évaluations diverses de la politique menée par le président Lula

BRÉSIL - II. La critique de la gauche radicale

Raúl Zibechi

dimanche 1er février 2004, mis en ligne par Dial, Raúl Zibechi

Voir l'introduction du dossier D 2697. Ci-dessous, article de Raúl Zibechi, paru dans ALAI, 12 décembre 2003.

Le gouvernement de Luiz Inácio Lula da Silva n'est pas parvenu, en un an, à améliorer les indicateurs sociaux qui ont continué de baisser sous le poids de la récession et des options de politique fiscale. En contraste, les indicateurs financiers ont connu une amélioration. La phrase célèbre de Lula disant que les Brésiliens verraient une croissance spectaculaire a donné lieu à un maigre 0,4 pour cent d'augmentation du produit intérieur brut, ce qui représente en réalité une baisse du produit per capita, étant donné que la population augmente annuellement autour de 1,5%. De plus, le fait d'avoir dépassé les pourcentages d'excédent fiscal prévus en accord avec le FMI manifeste le poids de l'option fiscale et du recouvrement des impôts dans le cabinet de Lula face à la promesse de redistribution de la rente.

Avec cette politique, on a prétendu diminuer la fragilité extérieure de l'économie brésilienne, ce qui a retardé la baisse des taux d'intérêt, qui continuent d'être élevés pour attirer le capital financier international et lui plaire. Il vaut la peine de remarquer qu'une année après, certains programme phares du Parti des travailleurs comme le plan Faim zéro et jusqu'à l'engagement historique en faveur de la réforme agraire, continuent pour l'essentiel à être des matières en suspens.

Bien plus, le sociologue Emir Sader soutient que non seulement la gestion mais même les discours de Lula sont devenus conservateurs, « démobilisateurs, critiques des mouvements sociaux, sans que soit fait mention du capital financier ni du néolibéralisme ». Les options politiques réalisées au long de la première année de gouvernement, parmi lesquelles il faut mentionner la réforme du système de prévoyance et des impôts, peuvent se ramener à la continuité avec le gouvernement antérieur et l'approfondissement de l'alliance avec le secteur financier. La conclusion, pour E. Sader, est que le gouvernement de Lula s'est comporté « comme l'administrateur de l'hégémonie du capital financier ».

En contrepartie, le gouvernement de Lula a été très actif dans le domaine de la politique internationale. Il a établi une alliance de grande portée avec l'Afrique du Sud et la Chine (le G 3), pour mettre ensuite sur pied le G 20 qui a joué un rôle fondamental au sommet de l'Organisation mondiale du commerce à Cancun, faisant échouer les prétentions des pays développés à maintenir en vigueur les aides agricoles. De plus, Itamaraty [1] a été capable de gagner la première partie de la bataille de l'ALCA en faisant reculer les États-Unis par rapport à leurs prétentions initiales et à obtenir une « ALCA pragmatique », dans la 8ème réunion ministérielle de Miami en novembre.

De façon parallèle, Lula développe un programme nourri qui l'a conduit durant les premiers jours de décembre à visiter différents pays arabes. Le vendredi 5, à Beyrouth, il attaqua de nouveau le protectionnisme des pays développés, défendit le rapprochement entre les pays du tiers-monde et lança un appel en faveur de la création d'une nouvelle géographie commerciale. Le raisonnement est simple et clair : « Seul, aucun d'entre nous ne peut rentrer en compétition avec les pays riches. Ensemble, nous aurons beaucoup de force pour entrer en compétition à conditions égales, et pour faire que les pays riches

assouplissent leurs règles. » Le pari du gouvernement de Lula consiste à ouvrir des marchés pour l'industrie brésilienne et à resserrer les liens avec les pays de l'hémisphère Sud, et de cette manière éliminer dans la mesure du possible les pressions qui viennent des États-Unis pour réaliser une intégration asymétrique.

Une nouvelle classe au pouvoir ?

Au Brésil, un débat important et intéressant se poursuit sur les raisons pour lesquelles le Parti des travailleurs au gouvernement a trompé les attentes de changement. Il existe, à grands traits, deux explications du point de vue de la gauche pour rendre compte des options politiques faites par le Parti des travailleurs au gouvernement. L'une d'entre elles est menée par Emir Sader, qui soutient que depuis 1994 le parti a subi une importante transformation intérieure qui a altéré sa composition.

Dans le dernier congrès national, célébré à Recife en décembre 2001,
trois délégués sur quatre n'étaient liés à aucun mouvement de base, provenaient de postes institutionnels (groupes parlementaires, municipes, gouvernements des États et structures des partis), et appartenaient aux classes moyennes. De plus, pendant la campagne électorale Lula établit une alliance solide avec le patronat lié au marché intérieur (de là la candidature comme vice-président du grand entrepreneur textile José Alencar), qui s'est concrétisé dans la Lettre aux Brésiliens, dans laquelle il s'était engagé à respecter les accords avec le capital financier international.

La seconde explication provient du sociologue Francisco de Oliveira, un des fondateurs du Parti des travailleurs. En résumé, il soutient qu'une nouvelle classe sociale a surgi à l'intérieur du Parti des travailleurs. Les racines de cette nouvelle classe se trouveraient, selon son opinion, dans le fait que les travailleurs liés au parti furent conduits à administrer les fonds du système de prévoyance, en connivence avec la Banque nationale du développement économique et sociale. Cette gestion a créé une séparation entre les administrateurs du fonds, en principe les travailleurs liés au Parti des travailleurs, et le reste. Avec la globalisation et la financiarisation de l'économie, des « couches de travailleurs se transformèrent en gestionnaires des fonds capitalistes ».

Il va plus loin. Il soutient que la récente réforme des systèmes de prévoyance, de caractère fiscal, fera que dans les sept prochaines années on concentrera dans le système financier l'équivalent de 40% du produit brut brésilien. En somme, 670 milliards de réals, (quelque 200 milliards de dollars), trois fois plus que toutes les privatisations réalisées dans la dernière décennie néolibérale. « Pour autant, conclut Oliveira, ce qui se cache derrière la réforme, ce sont des affaires importantes. Et les affaires importantes, dans le système capitaliste, ne se font pas sans négocier des arrangements. »

Fuir le conflit

Les deux explications correspondent, d'une certaine manière, aux deux thèses avec lesquelles les gauches ont essayé de comprendre les mutations des partis réformistes ou révolutionnaires qui prirent le pouvoir (ou qui furent incrustés dans l'appareil d'État) tout au long du XXème siècle.

En effet, l'analyse de Sader, consistant à vérifier les changements d'origine sociale des membres du parti, peut être assimilée à la théorie de « l'aristocratie ouvrière » avec laquelle les bolcheviks, les communistes et les trotskistes au début du siècle ont essayé d'expliquer les positions politiques de la social-démocratie européenne, en particulier la social-démocratie allemande. De son côté, la position d'Oliviera, qui soutient qu'une nouvelle classe sociale est née, fruit du contrôle des fonds de pension, a une certaine ressemblance avec les analyses de Charles Bettelheim, Paul Sweezy et Mao Zedong au sujet de la naissance d'une nouvelle classe dans l'Union soviétique, vers la décennie 1950.

Dans les deux cas, des théoriciens et des dirigeants politiques cherchèrent une réponse au phénomène nouveau : la trahison des principes socialistes de la part du parti social-démocrate allemand, lors de son alignement sur les partisans de la guerre, donnant priorité à la solidarité nationale sur la solidarité de classe. Il y eut détournement de la révolution d'octobre de la part d'une couche de dirigeants qui décidaient à leur guise des objectifs du pays, pour leur bénéfice propre et celui des gestionnaires de

l’appareil d’État.

Certes, les deux analyses ne sont pas contradictoires. Mais au-delà de leur actualité, elles répondent à des situations différentes et distantes dans le temps. En Amérique latine, et au Brésil dans notre cas, les changements socioculturels des trente ou quarante dernières années, intensifiés par la mondialisation en cours, méritent une actualisation de certaines de ces précieuses analyses. Le critique social Christopher Lash, par exemple, rappelait dans La rébellion des élites que celles-ci n’ont jamais été dans l’histoire aussi dangereusement séparées de leur entourage et, encore plus grave, que « l’insularisation croissante des élites signifie, entre autres choses, que les idéologies politiques perdent le contact avec les préoccupations des citoyens ordinaires ».

La lutte pour des changements de fond exige que l’on comprenne et explique les chemins suivis par les partis et les gouvernements qui s’autodésignent progressistes et de gauche. Mais pour cela il semble nécessaire d’intégrer les analyses classiques avec les changements opérés à l’échelle mondiale et avec les particularités sociales et culturelles de chaque pays et situation. Dans le cas contraire, au lieu de compréhension en aura droit à une simplification, chose qui produit généralement des conséquences désagréables. Le mot « traître », utilisé comme un adjectif passe-partout, empêche de comprendre la réalité de ces gouvernements dans toute leur complexité, désarme théoriquement les mouvements sociaux, et donne lieu à une sorte de fatalisme pessimiste lié à l’exercice du pouvoir.

– Dial – Diffusion d’information sur l’Amérique latine – D 2699b.
– Traduction Dial.
– Source (espagnol) : ALAI, 12 décembre 2003.

En cas de reproduction, mentionner la source francaise (Dial) et l’adresse internet de l’article.

Notes

[1] Siège du ministère des affaires extérieures.